



Ban Mines Newsletter

La lettre d'information de la Campagne belge pour Interdire les Mines

Numéro 11

octobre 2003

Edito...

Le dernier rapport de l'[Observatoire des mines](#) (*Landmine Monitor*) est sorti le 9 septembre dernier dans une trentaine de capitales. Les [principales tendances](#) du rapport 2003 (826 pages) sont positives, même si le travail restant à accomplir est immense.

Ainsi, l'universalisation du Traité se renforce : depuis le dernier rapport 9 Etats ont en effet rejoint le Traité, dont deux pays affectés (Afghanistan et Chypre). A ces 9 Etats se sont ajoutés, durant le seul mois de septembre 2003, 4 Etats européens (Biélorussie, Serbie-Montenegro, Grèce et Turquie) qui ont rejoint le Traité à leur tour. Enfin, le 13 octobre dernier, le Soudan (voir ci-dessous) ratifiait également le Traité, amenant le nombre d'Etats Parties à 140.

De plus, plus de cinquante millions de mines antipersonnel ont été détruites depuis le début des années nonante. Néanmoins, au 1^{er} août 2003, 47 Etats possédant plus de 200 millions de mines antipersonnel restaient encore hors du Traité. La plupart de ces Etats en appliquent cependant déjà certaines dispositions, illustrant ainsi leur rejet des mines antipersonnel.

En terme d'utilisation, le nombre de gouvernements utilisant des mines antipersonnel est en baisse. Six utilisateurs ont été identifiés dans ce rapport : Myanmar, Russie, Irak, Pakistan, Inde et Nepal. L'Observatoire des mines a en outre reçu des allégations sérieuses concernant l'utilisation de mines par le Burundi, le Soudan et la Géorgie. Le nombre d'acteurs non-étatiques utilisant des mines est également en baisse. En outre, les forces de la coalition présente en Irak n'ont pas utilisé de mines antipersonnel (par contre elles ont largement utilisé les armes à sous-munitions, voir notre [lettre d'information précédente](#) à ce sujet).

En termes de victimes, l'Observatoire a identifié de nouvelles victimes de mines ou d'engins non explosés dans 65 pays. 85% des nouvelles victimes identifiées sont des civils. Un chiffre particulièrement alarmant concerne la Tchétchénie, où près de 6.000 nouvelles victimes ont été identifiées en 2002.

Enfin, l'Observatoire a identifié 16 pays affectés où il n'y a pas de déminage et 25 pays affectés où il n'y a pas d'éducation au danger des mines. Pourtant, les montant alloués au déminage sont en hausse de 30% par rapport au précédent rapport.

Globalement, le bilan est donc très positif et le Traité poursuit son avancée. La [Cinquième Conférence des Etats Parties](#) qui a eu lieu à Bangkok du 15 au 19 septembre fut l'occasion pour tous les Etats de répondre aux nouveaux défis que posent le dernier rapport de l'Observatoire des mines. La présence d'Etats non Parties au Traité comme la Chine, la Finlande, le Laos, Myanmar, la Pologne ou le Vietnam montre qu'aucun Etat ne peut plus ignorer la norme internationale que représente le Traité d'Interdiction des Mines.



Dans ce numéro

P. 1:

Edito

P. 2:

- Les brèves...
- Mise à jour sur la ratification

NOUVELLES PUBLICATIONS

Handicap International propose deux nouveaux documents:

- *Crossing the divide*: Landmines, Villagers and Organizations
- *Landmine Victim Assistance in South East Europe*

De plus, HIB a également préparé une note documentaire sur l'assistance aux victimes, basée sur les résultats clés du rapport 2003 de l'Observatoire des Mines. Tout ces documents se trouvent [ici](#).

Ont contribué à ce numéro :

Stan Brabant, Koen Baetens

Pour plus d'information :

Handicap International Belgium

Koen Baetens

Rue de Spa 67

1000 Bruxelles

Tel : 0032 2 286 52 68

minepolicy@handicap.be

www.handicapinternational.be

Vous aimez les actions de Handicap International Belgium?

Vous pouvez **nous aider** !

Faites un [don online](#),
Ça ne vous prendra que 45 secondes...

D'avance merci !

Les brèves...

Du côté politique

Lancement du rapport 2003 de l'Observatoire des Mines

Le 9 septembre dernier a eu lieu le lancement mondial du rapport 2003 de l'Observatoire. La sortie bruxelloise a vu la participation de journalistes ainsi que de représentants des pays suivants: Angola, Belgique, Biélorussie, Commission européenne, Etats-Unis, Laos et Serbie-Montenegro.

De plus, pour la première fois, HIB a présenté le rapport de l'Observatoire à Kinshasa. L'événement a vu la participation de représentants du gouvernement et a reçu une grande attention de la part de la presse locale.

Pour un aperçu des activités de par le monde, cliquez [ici](#).

Cinquième Conférence des Etats Parties à Bangkok

La Princesse Astrid de Belgique a participé à l'ouverture de la Cinquième Conférence des Etats Parties. Dans son [discours](#), elle a évoqué les progrès du Traité, en particulier au niveau de son universalisation et de son application, de l'assistance aux victimes et des moyens disponibles. Elle a également souligné son engagement personnel, ainsi que celui de la Belgique, dans le domaine des mines antipersonnel.

Bangkok signifiait également le départ de l'Ambassadeur Jean Lint. Nous tenons à le remercier ici pour son travail acharné, son énergie ainsi que son engagement personnel en faveur de la lutte contre les mines. Nous espérons que la fermeture de son poste de Représentant Permanent auprès de la Conférence du désarmement sera sans conséquences sur le processus d'Ottawa.

A noter aussi la présence à Bangkok de différents Etats de la région qui n'ont pas encore rejoint le Traité. Parmi eux, la Chine, le Laos, Myanmar ainsi que le Vietnam. Le représentant de la Chine a notamment fait cette [déclaration](#).

Vous trouverez [ici](#) la liste des participants à la Conférence.

Pour plus d'information sur la Conférence, cliquez [ici](#).

Assemblée Générale d'ICBL à Bangkok

Les membres d'ICBL se sont réunis après la Conférence des Etats Parties pour préparer l'avenir de la Campagne. Une proposition 'post-2004' a été acceptée. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).

Sous-munitions : lancement de la nouvelle campagne !

La CMC (Cluster Munition Coalition) est une coalition constituée de différentes ONGs et qui sera lancée à La Haye en novembre 2003, juste avant la réunion du Groupe d'experts gouvernementaux sur les débris de guerre explosifs.

Pour plus d'informations : minepolicy@handicap.be.

Entretemps, la section française d'Handicap International a publié un rapport sur les armes à sous-munitions. Pour plus d'informations : clefort@handicap-international.org.

Les doutes du Pentagone à propos des sous-munitions

Le 25 août, un article intitulé 'Pentagon rethinks use of Cluster Bombs' est paru dans le Wall Street Journal. L'article donne la parole à quelques officiers rentrés d'Irak. Leur témoignage souligne que les bombes à sous-munitions constituent un obstacle plus important que prévu. Un témoin affirme qu'elles constituent non seulement un problème humanitaire, mais également un problème militaire. De plus, un représentant des Nations Unies indique que les Etats-Unis, en tant qu'occupant, doivent non seulement cohabiter avec les dangers mais qu'ils sont également responsables du bien-être de la population irakienne. L'article est disponible via minepolicy@handicap.be.

L'Union européenne et les débris de guerre explosifs

Le 13 février dernier, le Parlement européen a adopté une *résolution sur les dommages causés par les engins non explosés (mines terrestres et munitions des bombes à fragmentation) ainsi que par les munitions à l'uranium appauvri*. En plus d'appeler à un moratoire sur les armes à sous-munitions et les munitions contenant de l'uranium appauvri, le Parlement européen appelle à l'universalisation du Traité d'Interdiction des Mines. Nous espérons que cet appel sera entendu en [Finlande](#), le seul membre de l'UE qui reste hors du Traité, ainsi que dans les futurs Etats membres comme la [Pologne](#), l'[Estonie](#) et la [Lettonie](#). Le texte complet de la résolution est accessible [ici](#).

Pour plus d'information sur l'action de l'UE, voir le [rapport UE](#) de l'Observatoire des Mines.

Sur le terrain

2 Ministres belges sur un champ de mines en RD Congo



Les Ministres Michel (Affaires étrangères, au milieu) et Verwilghen (Coopération au développement, à gauche) ont récemment rendu visite aux projets d'HIB à Kisangani, et ce sous la conduite d'Ignacio Sere (DP Kisangani, à droite).

La présence des Ministres traduit le soutien de la Belgique au Traité d'Interdiction des Mines ainsi que sa volonté de poursuivre son soutien au projet de Kisangani. Pour un récit de la visite, cliquez [ici](#).

Mise à jour sur la ratification

- **Guyana**: a signé le Traité d'Interdiction des Mines le 4 décembre 1997, et l'a ratifié le 5 août 2003.
- La **Biélorussie**: a accédé au Traité le 3 septembre 2003.
- La **Serbie-Montenegro**: a accédé au Traité le 18 septembre 2003.
- La **Grèce** et la **Turquie**: La Grèce avait déjà signé le Traité le 3 décembre 1997. Elle l'a ratifié le jour de l'accession de la Turquie, le 25 septembre 2003.
- Le **Soudan** a ratifié le Traité le 13 octobre 2003.

Au 15 octobre 2003, 140 Etats sont Parties au Traité, auxquels s'ajoutent 10 Etats signataires.

Cependant, d'après le [rapport 2003](#) de l'Observatoire des Mines, le [Burundi](#) et le [Soudan](#), un signataire sur le point de ratifier et un nouvel Etat-Partie, auraient utilisé des mines récemment...